



*Vu pour être annexé à la
délibération en date du 27 mars
2019*

ÉLABORATION **DU PLAN LOCAL** **D'URBANISME** **INTERCOMMUNAL**

Pièce n°7.2.1 :
RESEAUX
D'ASSAINISSEMENT

PLUREAL
FAÇONNONS DES TERRITOIRES D'AVENIR

COMMUNAUTÉ
DE COMMUNES



Pays de Chantonay

Ensemble pour réussir

SPANC

SERVICE PUBLIC
D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

Rapport relatif au Prix et à la Qualité du
Service Public d'Assainissement Non Collectif

Rapport d'activités du
Service Public d'Assainissement Non Collectif

Exercice 2017

Présenté conformément à l'article L.2224-5
du Code Général des Collectivités Territoriales

Sommaire

Rapport sur le Prix et la Qualité du Service

Introduction	2
1) Caractérisation technique du service	3
1.1) Présentation du territoire desservi	3
1.2) Mode de gestion du service	3
1.3) Estimation de la Population desservie par le service public d'assainissement non collectif (indicateur descriptif D301.0)	4
1.4) Indice de mise en œuvre de l'assainissement non collectif (indicateur descriptif D302.0)	5
2) Tarification de l'assainissement non collectif et recettes du service	6
2.1) Fixation des tarifs en vigueur	6
2.2) Recettes d'exploitation	7
3) Indicateurs de performance	7
4) Financement des investissements	8
4.1) Travaux réalisés au cours de l'exercice clôturé	8
4.2) Etat de la dette	8
4.3) Présentation des projets à l'étude en vue d'améliorer la qualité du service à l'usager et les performances environnementales du service	8

Rapport d'activité

1) Activité du service	9
a) Le contrôle des installations d'assainissement non collectif	9
b) L'entretien des installations d'assainissement	11
c) Les aides à la réhabilitation des assainissements non conformes	11
2) Informations à destination des usagers	12

RAPPORT SUR LE PRIX ET LA QUALITÉ DU SERVICE

Introduction

Le Rapport annuel sur le Prix et la Qualité des Services publics (RPQS) d'eau et d'assainissement, prévu par le Code Général des Collectivités Territoriales (art. L. 2224-5) a pour principal objectif de donner toute transparence au fonctionnement de ces services par une information précise des consommateurs sur la qualité et la performance du service.

Est concerné par cette obligation tout service exerçant tout ou partie des compétences d'un service d'eau potable, d'assainissement collectif ou non collectif. Ces dispositions s'appliquent quel que soit le mode d'exploitation du service.

Ce rapport doit être présenté dans les neuf mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné (loi n°2015-992 du 17 août 2015), soit au plus tard le 30 septembre.

Le décret et l'arrêté du 2 mai 2007, modifié par un arrêté du 2 décembre 2013, en complètent le contenu, en intégrant notamment des indicateurs de performance du service public :

- Indicateurs descriptifs :

- D301.0 : évaluation du nombre d'habitants desservis par le service public de l'assainissement non collectif
- D302.0 : indice de mise en œuvre de l'assainissement non collectif

- Indicateurs de performance :

- P301.3 : taux de conformité des dispositifs d'assainissement non collectif

1) Caractérisation technique du service

1.1) Présentation du territoire desservi

Le service est géré au niveau intercommunal.

Nom de la collectivité : Communauté de Communes du Pays de Chantonay

Caractéristiques : EPCI

Compétences liée au service

- | | |
|---|--|
| <input checked="" type="checkbox"/> Contrôle des installations | <input type="checkbox"/> Traitement des matières de vidanges |
| <input checked="" type="checkbox"/> Entretien des installations | <input checked="" type="checkbox"/> Réhabilitation des installations |
| <input type="checkbox"/> Réalisation des installations | |

Territoire desservi : Bournezeau, Chantonay, Rochetretoux, Saint Germain de Prinçay, Saint Hilaire le Vouhis, Saint Martin des Noyers, Saint Prouant, Saint Vincent Sterlanges, Sainte Cécile, Sigournais

Existence d'une Commission des Services Publics Locaux : Non

Existence d'un zonage : Oui, chaque commune a élaboré et approuvé son zonage

Existence d'un règlement de service : Oui, date d'approbation : 26 juin 2013

1.2) Mode de gestion du service

Le service est exploité en régie avec prestataire de service

Prestations assurées dans le cadre du service (art L.2224-8 du CGCT):

Le service assure :

- a) le contrôle des installations d'assainissement non collectif, c'est à dire le contrôle des installations neuves ou réhabilitées, et le diagnostic de bon fonctionnement et d'entretien des installations existantes,

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la prestation de service a été confiée à la société SAUR. La durée du marché est d'un an, renouvelable pour trois années supplémentaires, par reconduction expresse.

C'est une mission obligatoire (article L.2224-8 du CGCT). Le contrôle doit avoir lieu au plus tard le 31 décembre 2012, puis selon une périodicité qui ne peut excéder 10 ans (Loi du 12 juillet 2010).

Lors de la mise en place du service au 1^{er} janvier 2006, la réglementation ne précisait pas de périodicité, les élus avaient donc opté pour une périodicité calée sur celle des vidanges préconisée par l'arrêté du 6 mai 1996, à savoir 4 ans. C'est dans cette optique que le diagnostic avait été programmé sur 4 ans.

Par une délibération n° 2013-116, en date du 26 juin 2013, la Communauté de communes du Pays de Chantonay a choisi de contrôler les dispositifs d'assainissement individuel selon les périodicités suivantes :

- 4 ans pour les installations non conformes présentant un risque sanitaire et/ou environnemental
- 6 ans pour les installations non conformes
- 8 ans pour les installations conformes et les installations neuves ou réhabilitées
- 1 an pour les installations non conformes ayant fait l'objet d'une vente.

Ces modifications ont été prises en compte dans le règlement de service du SPANC adopté par la même délibération.

b) l'entretien des installations d'assainissement,

Conscients du manque d'entretien des assainissements et du besoin d'information des administrés sur la réglementation des vidanges, la Communauté de Communes "Pays de Chantonnay" propose aux habitants du Pays de Chantonnay un service d'entretien, avec des **prestations de vidange et nettoyage des assainissements individuels, avec des prix incitatifs** obtenus à la suite d'une consultation d'entreprises.

Le service est géré en régie. Les aspects techniques sont confiés à un prestataire. Depuis le 1^{er} janvier 2016, la prestation de service a été confiée à la société SAUR. La durée du marché est d'un an, renouvelable pour trois années supplémentaires, par reconduction expresse.

Le service entretien a été mis en place en 2012, afin de rationaliser les opérations d'entretien sur le territoire et de diminuer l'impact financier pour les usagers.

c) la réhabilitation des installations non conformes

La compétence réhabilitation permet aux usagers de bénéficier d'aides financières de l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne, dans le cadre de convention de mandatement avec la Communauté de Communes "Pays de Chantonnay".

1.3) Estimation de la Population desservie par le service public d'assainissement non collectif (indicateur descriptif D301.0)

Nombre d'habitants desservis : environ 8 218 habitants¹.

Nombre d'installations d'assainissement non collectif : 3 483 installations.

Voici pour chaque commune, le nombre de ménages concernés par l'assainissement individuel.

Communes	Nombre d'installations d'ANC existantes, neuves ou réhabilitées	Population desservie ¹
Bournezeau	506	1 194
Chantonnay	905	2 135
Rochetretoux	142	335
Saint Germain de Prinçay	283	668
Saint Hilaire le Vouhis	230	543
Saint Martin des Noyers	396	935
Saint Prouant	134	316
Saint Vincent Sterlanges	254	599
Sainte Cécile	429	1 012
Sigournais	204	481

¹ Source : Recensement 2014- 2,36 occupants par logement en résidence principale (arrondi au chiffre entier)

**1.4) Indice de mise en œuvre de l'assainissement non collectif
(indicateur descriptif D302.0)**

		Action effective en totalité (oui/non)	Nombre de points possibles	Nombre de points obtenus
A. – Éléments obligatoires pour l'évaluation de la mise en œuvre du service public d'assainissement non collectif	Délimitation des zones d'assainissement non collectif par une délibération	oui	20	20
	Application d'un règlement du service public d'assainissement non collectif approuvé par une délibération	oui	20	20
	Délivrance de rapports de vérification de l'exécution des installations neuves ou réhabilitées	oui	30	30
	Délivrance de rapports de visite établis dans le cadre de la mission de contrôle de fonctionnement et d'entretien pour les autres installations	oui ²	30	30
B. – Éléments facultatifs du service public d'assainissement non collectif : points comptabilisés seulement si tous les éléments obligatoires sont en place	Existence d'un service capable d'assurer à la demande du propriétaire l'entretien des installations	oui	10	10
	Existence d'un service capable d'assurer à la demande du propriétaire les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations	non	20	0
	Existence d'un service capable d'assurer le traitement des matières de vidange.	non	10	0
TOTAL			140	110

Le calcul du nombre de points obtenus se fait à partir des critères suivants :

- la partie B n'est prise en compte que si le total obtenu pour la partie A est 100 ;
- pour chaque élément du service public d'assainissement non collectif, la réponse « oui » correspond à une mise en œuvre complète (ou à une capacité de mise en œuvre complète pour les missions réalisées à la demande des usagers) sur l'ensemble du territoire de la collectivité compétente en matière d'assainissement non collectif. Dans les autres cas, le nombre de points à retenir est de 0 (la mise en œuvre partielle ou sur une partie seulement du territoire n'est pas prise en compte).

Nombre de communes ayant un zonage terminé (approuvé par délibération après enquête publique) : 8. Il s'agit de toutes les communes composant le Pays de Chantonnay.

² Considérant qu'il reste moins de 1% d'installations existantes à diagnostiquer

2) Tarification de l'assainissement non collectif et recettes du service

2.1) Fixation des tarifs en vigueur

La redevance d'assainissement non collectif comprend une part destinée à couvrir les compétences obligatoires du service (contrôle de la conception, de l'implantation, de la bonne exécution et du bon fonctionnement des installations) et, le cas échéant, une part destinée à couvrir les compétences qu'il peut exercer – s'il le souhaite – à la demande des propriétaires (entretien, réalisation ou réhabilitation des installations, traitement des matières de vidange) :

- la part représentative des compétences obligatoires est calculée en fonction de critères définis par décision de l'assemblée délibérante de la collectivité ; la tarification peut soit tenir compte notamment de la situation, de la nature et de l'importance des installations, soit être forfaitaire ou dépendre des volumes d'eau potable consommés ;
- la part représentative des prestations facultatives n'est due qu'en cas de recours au service par l'usager ; la tarification doit impérativement tenir compte de la nature des prestations assurées.

Tarifs au	01/01/2016	
Compétences obligatoires		
Contrôle de conception d'installation nouvelle ou réhabilitée	35 €	
Contrôle de bonne exécution d'installation nouvelle ou réhabilitée	48 €	
Contrôle de bon fonctionnement et d'entretien	83 €	
Contrôle périodique sur demande (vente)	163 €	
Compétences facultatives		
Entretien	Intervention programmée	Intervention urgente
Jusqu'à 1 500 L	138,00 €	195,00 €
Jusqu'à 2 500 L	147,00 €	204,00 €
Jusqu'à 3 500 L	155,00 €	212,00 €
Jusqu'à 4 500 L	189,00 €	246,00 €
Jusqu'à 6 000 L	224,00 €	281,00 €
Au-delà de 6 000 L Coût du m ³ supplémentaire	34,00 €	34,00 €
Poste de relevage, en plus d'une vidange de fosse (coût au m ³)	34,00 €	34,00 €
Micro-station	115,00 € +34,00 € par m ³ vidangé	148,00 € + 34,00 € par m ³ vidangé
Curage et/ou nettoyage des canalisations au-delà de 20 m	1,00 € (par m)	1,00 € (par m)
Mise en place de tuyaux supplémentaires au-delà de 50 m	2,00 € (par m)	2,00 € (par m)
Déplacement sans intervention (absence du particulier au rendez-vous, ouvrage inaccessible)	113,00 €	148,00 €

Délibération n°2015-273 du 15 décembre 2015 fixant les tarifs à compter du 1^{er} janvier 2016 pour les redevances SPANC des contrôles des installations neuves ou existantes d'assainissement non collectif

Délibération n°2015-274 du 15 décembre 2015 fixant les tarifs à compter du 1^{er} janvier 2016 pour les redevances SPANC du service facultatif d'entretien

Le service n'est pas assujetti à la TVA.

2.2) Recettes d'exploitation

Ces recettes correspondent aux contrôles réalisés dans l'année concernée.

		2014	2015	2016	2017	Variation 2016-2017
Contrôle de conception d'installation d'ANC nouvelle ou réhabilitée	montant de la redevance	35	35	35	35	
	nombre de contrôles réalisés	79	83	84	99	
	montant de la recette	2 765	2 905	2 940	3 465	15,15%
Contrôle de réalisation d'installation d'ANC nouvelle ou réhabilitée	montant de la redevance	40	40	48	48	
	nombre de contrôles réalisés	59	84	75	81	
	montant de la recette	2 360	3 360	3 600	3 888	7,41%
Contrôle périodique de fonctionnement et d'entretien	montant de la redevance	40	40	83	83	
	nombre de contrôles réalisés	364	521	381	426	
	montant de la recette	14 560	20 840	31 623	35 358	10,56%
contrôle périodique sur demande (vente)	montant de la redevance	80	80	163	163	
	nombre de contrôles réalisés	37	36	47	50	
	montant de la recette	2 960	2 880	7 661	8 150	6,00%
Entretien des installations	nombre de prestations réalisées	61	54	49	41	
	montant des recettes	9 089	8 669	5 911	6 321	6,49%
TOTAL des recettes liées à la facturation des usagers		28 774	35 774	44 074	49 032	10,11%

Les recettes d'exploitation du service ont connu une augmentation entre 2016 et 2017 principalement du fait du changement de périmètre au 1^{er} janvier 2017 avec l'intégration des communes de Saint Martin des Noyers et Sainte Cécile.

3) Indicateurs de performance

Taux de conformité des dispositifs d'assainissement non collectif (indicateur de performance P301.3)

Le taux de conformité est défini par l'arrêté du 2 mai 2007, modifié par l'arrêté du 2 décembre 2013, comme étant :

- le nombre d'installations déclarées conformes suite aux contrôles et le nombre d'installations ne présentant pas de dangers pour la santé des personnes ou de risques avérés de pollution de l'environnement
- et, le nombre total d'installations contrôlées depuis la création du service.

		2014	2015	2016	2017
nombre d'installations contrôlées jugées conformes ou sans risque sanitaires et/ou environnementaux, ou ayant fait l'objet d'une mise en conformité connue et validée par le service à la fin de l'année	installations diagnostiquées et classées conformes ou sans risque sanitaire et/ou environnemental	1479	1923	2254	2676
	installations neuves ou réhabilitées, conformes à la réglementation en vigueur	539	623	698	779
	TOTAL	2018	2546	2952	3455
nombre d'installations contrôlées depuis la mise en place du service		3998	4639	5095	5716
taux de conformité		50,48%	54,88%	57,94%	60,44%

4) Financement des investissements

4.1) Travaux réalisés au cours de l'exercice clôturé

Aucun travaux d'investissement n'a été réalisé, ni envisagé.

4.2) Etat de la dette

Aucune dette n'est en cours.

4.3) Présentation des projets à l'étude en vue d'améliorer la qualité du service à l'utilisateur et les performances environnementales du service

Sans objet

RAPPORT D'ACTIVITÉS

1) Activité du service

a) Le contrôle des installations d'assainissement non collectif

Nombre d'opérations effectuées dans le cadre du service :

	2014				2015				2016				2017			
Contrôle conception	79				83				84				99			
Bournezeau	13				26				20				22			
Chantonay	31				19				22				26			
Rochetrejoux	2				5				3				3			
St Germain de P.	5				8				10				3			
St Hilaire le V.	15				7				7				8			
St Martin des N.													13			
St Prouant	4				8				9				5			
St Vincent S.	3				6				4				5			
Ste Cécile													10			
Sigourmais	6				4				9				4			
Contrôle réalisation	59				84				75				81			
Bournezeau	13				14				15				16			
Chantonay	19				32				25				19			
Rochetrejoux	0				3				3				3			
St Germain de P.	6				7				7				6			
St Hilaire le V.	10				14				6				6			
St Martin des N.													8			
St Prouant	0				4				8				8			
St Vincent S.	4				4				5				4			
Ste Cécile													5			
Sigourmais	7				6				6				6			
	absence d'ANC	NC avec risque	non conforme	conforme	absence d'ANC	NC avec risque	non conforme	conforme	absence d'ANC	NC avec risque	non conforme	conforme	absence d'ANC	NC avec risque	non conforme	conforme
Contrôle Diagnostic ou CBF	14	78	251	58	14	99	277	167	6	44	288	43	13	56	257	165
Bournezeau	3	4	10	6	6	69	79	11	4	7	13	7		3	87	43
Chantonay	8	21	65	21	2	10	89	73	2	12	104	8	1	26	35	18
Rochetrejoux	0	13	31	4	1	1	11	8	0	1	42	2			1	2
St Germain de P.	1	12	46	7	0	5	17	10	0	8	73	6			3	8
St Hilaire le V.	2	22	33	1	3	4	16	8	0	8	33	9	1		5	7
St Martin des N.													4	7	42	20
St Prouant	0		11	3	0	5	17	12	0	3	4	1	1	6	5	7
St Vincent S.	0	3	10	4	0	5	40	33	0	2	10	3		4	8	10
Ste Cécile													6	4	64	43
Sigourmais	0	3	45	12	2	0	8	12	0	3	9	7		6	7	7
TOTAL diagnostic ou CBF	401				557				381				540			
DONT contrôle dans le cadre des ventes	37				36				47				50			
Nombre d'installations visitées dans l'année (diagnostic/CBF + réalisation installation neuve ou réhabilitée)	460				641				456				621			

Depuis le 1^{er} juillet 2012, les installations visitées sont classées en 3 catégories :

- installation non conforme présentant un risque pour la santé des personnes et/ou l'environnement,
- installation non conforme
- et installation conforme.

Une habitation ne disposant d'aucun assainissement est caractérisée en absence d'assainissement non collectif.

Depuis le 1^{er} janvier 2011, un rapport constatant l'état de l'assainissement non collectif doit être annexé à l'acte de vente.

	2014	2015	2016	2017
Bournezeau	11	6	10	7
Chantonay	10	9	20	17
Rochetrejoux	3	4	2	0
St Germain de P.	5	3	2	0
St Hilaire le V.	4	6	3	5
St Martin des N.				9
St Prouant	0	3	0	1
St Vincent S.	3	1	5	3
Ste Cécile				5
Sigournais	1	4	5	3
	37	36	47	50

Dans le cadre des ventes immobilières, les contrôles réalisés en 2017 font apparaître :

- 1 habitation ne dispose d'aucun assainissement,
- 36 installations ne sont pas conformes (dont 3 avec un risque sanitaire),
- 13 sont conformes.

Il est rappelé que les nouveaux propriétaires ont un délai d'un an pour réaliser les travaux de mise en conformité de leur installation.

Nature des prestations réalisées :

- Pour les installations neuves ou réhabilitées :

Le propriétaire fournit une étude de filière sur son projet d'assainissement individuel. Le SPANC réalise alors un **contrôle conception** : il s'assure que le projet respecte bien les prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement non collectif, définies par arrêté interministériel du 7 septembre 2009 modifié par l'arrêté du 7 mars 2012, et du DTU 64-1, et à toute la réglementation en vigueur et applicable à ces systèmes (règles d'urbanisme, arrêtés de protection des captages d'eau potable et, le cas échéant, aux agréments interministériels pour certaines filières).

Le SPANC formule ensuite un avis technique, transmis au Maire. Ce dernier formule son avis définitif. Le propriétaire peut ensuite réaliser les travaux.

Avant remblaiement du système, le SPANC vient sur place vérifier la bonne exécution des travaux. **Le contrôle de réalisation ou bonne exécution** a pour objet de vérifier que les ouvrages d'assainissement mis en place sont conformes au projet ayant reçu un avis favorable lors du contrôle de conception. Ce contrôle porte aussi sur l'implantation des ouvrages, leur dimensionnement ainsi que sur le respect des règles de l'art lors de la construction.

- Pour les installations existantes, le SPANC réalise un **contrôle périodique de fonctionnement**. Le SPANC effectue ce contrôle par une visite sur place, destinée à vérifier : l'existence d'une installation d'assainissement non collectif, l'implantation, les caractéristiques et l'état de cette installation, le bon fonctionnement de celle-ci. L'installation est ensuite classée selon la grille nationale, présentée dans l'arrêté contrôle du 27 avril 2012 et appliquée depuis le 1^{er} juillet 2012 (page 11 du présent rapport).

Ce contrôle se fait sur demande du particulier, dans le cadre d'une vente immobilière ou selon la périodicité déterminée dans le règlement de service.

b) L'entretien des installations d'assainissement

La Communauté de Communes "Pays de Chantonnay" a mis en place un service d'entretien des assainissements non collectifs pour les installations de son territoire, avec des tarifs négociés.

Un bon de commande doit être rempli par le particulier auprès de la Communauté de Communes "Pays de Chantonnay", pour permettre au prestataire d'intervenir. Ce bon de commande est également disponible dans les mairies.

Le coût de la prestation dépend de la capacité de la fosse de l'installation.

Répartition des demandes d'entretien par commune :

	2014	2015	2016	2017
Bournezeau	5	3	5	5
Chantonnay	22	19	16	21
Rochetrejoux	5	4	5	1
Saint Germain de Prinçay	2	3	6	1
Saint Hilaire le Vouhis	10	11	4	1
Saint Martin des Noyers				1
Saint Prouant	3	0	0	4
Saint Vincent Sterlanges	6	10	7	9
Sainte Cécile				1
Sigournais	8	4	6	1
TOTAL	61	54	49	45

Les matières de vidange collectées sont à près de 70% dépotées à la station d'épuration de Chantonnay.

c) Les aides à la réhabilitation des assainissements non conformes

Les diagnostics des installations d'assainissement existantes ont été réalisés entre 2006 et 2009, sur le territoire du Pays de Chantonnay.

Suite à ce contrôle, près de 180 installations ont été classées point noir, à réhabilitation urgente.

Afin d'aider les propriétaires de ces systèmes d'assainissement classés point noir, la Communauté de Communes du Pays de Chantonnay a décidé de proposer pour ces ouvrages une aide financière.

Cette aide a été étendue à tous les dispositifs d'assainissement non conformes depuis le 1^{er} novembre 2012 (délibération 2012-146 du 3 octobre 2012)

Les Syndicats Intercommunaux d'Alimentation en Eau Potable de l'Angle Guignard et de Rochereau ont mis en place des programmes d'actions pour la restauration et la préservation de la qualité de l'eau, sur les bassins versants de l'Angle Guignard - la Vouraie et sur celui de Rochereau.

Dans l'objectif d'améliorer la qualité de l'eau potable, ces syndicats ont décidé de majorer l'aide de la Communauté de Communes "Pays de Chantonnay".

Quel que soit le lieu de situation de l'immeuble, la Communauté de Communes du Pays de Chantonnay octroie une aide de 10 % du montant des travaux, plafonnés à 5 000 € TTC, soit une aide maximale de 500 €.

Les syndicats d'eau octroient une aide majorée en fonction du risque environnemental potentiel des installations sur les lieux de captage d'eau potable.

- Pour un immeuble situé dans le périmètre d'un bassin versant, l'aide représente 10 % du montant des travaux, plafonnés à 8 000 €, soit une aide maximale de 800 €,

- Lorsque l'immeuble est situé dans le périmètre de protection immédiat d'un captage d'eau potable, tel que défini par les règlements et arrêtés en vigueur, l'aide représente 20 % du montant des travaux, plafonnés à 8 000 €, soit une aide maximale de 1 600 €.

En dehors des périmètres des bassins versants, aucune aide n'est accordée par les syndicats d'eau.

Le dispositif d'aides est mis en place jusqu'au 31 décembre 2018.

Dans le cadre de son X^{ème} programme 2013-2018, l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne propose pour l'assainissement non collectif, une aide à la réhabilitation des assainissements non conformes présentant un risque sanitaire et/ou environnemental, versée aux particuliers, dans le cadre d'opération groupée de travaux de réhabilitation réalisée sous maîtrise d'ouvrage privée.

Ainsi, les assainissements non conformes présentant un risque sanitaire et/ou environnemental peuvent bénéficier d'une subvention de 60 % pour un montant de travaux plafonnés à 8 500 €, soit une aide maximale de 5 100 €.

Afin de simplifier les démarches pour les usagers, la Communauté de Communes du Pays de Chantonay est l'interlocuteur unique pour l'ensemble des demandes de subvention et pour le versement de l'aide.

Nombre de dossiers d'aide à la	année			
	2014	2015	2016	2017
Bournezeau	5	11	15	7
Chantonay	22	10	16	13
Rochetretjoux	1	3	1	3
Saint Germain de Prinçay	2	4	6	2
Saint Hilaire le Vouhis	10	3	3	3
Saint Martin des Noyers				4
Saint Prouant	1	6	0	2
Saint Vincent Sterlanges	0	3	1	2
Sainte Cécile				4
Sigournais	2	3	4	3
total	43	43	46	43
Montants versés	89 164,28 €	124 171,05 €	113 787,67 €	123 032,13 €
pour la Communauté de Communes du Pays de Chantonay	17 500,00 €	25 417,64 €	23 000,00 €	26 466,35 €
pour le compte des SIAEP	6 000,00 €	10 483,47 €	7 391,70 €	11 129,45 €
pour le compte de l'AELB	65 664,28 €	88 269,94 €	83 395,97 €	85 436,33 €

2) Informations à destination des usagers

L'arrêté du 27 avril 2012 vise à simplifier les **modalités de contrôle** et à harmoniser ces modalités à l'échelle du territoire français.

Les principales modifications envisagées concernent la définition des termes introduits par la loi Grenelle II du 12 juillet 2010 (« danger pour la santé des personnes » et « risque environnemental avéré »).

Concernant la mission de contrôle des installations par la commune, l'arrêté harmonise au niveau national et détaille les points à contrôler *a minima* de chaque contrôle (conception, réalisation, bon fonctionnement).

L'arrêté vise essentiellement à définir les installations non conformes et clarifier les conditions dans lesquelles des travaux sont obligatoires pour les installations existantes.

- **Pas d'installation** : travaux dans les meilleurs délais
- **Installation non conforme** :
 - o travaux dans le délai d'un an, en cas de vente, dans tous les cas
 - o travaux dans le délai de 4 ans, seulement en cas de risques sanitaires et/ou environnemental
- **Dans les autres cas** (défauts d'entretien et d'usure), recommandations sans délai de réalisation de travaux

Grille d'évaluation pour définir la non-conformité :

Problèmes constatés sur l'installation	Zones à enjeux sanitaires ou environnementaux		
	NON	OUI	
		Enjeux sanitaires	Enjeux environnementaux
☐ Absence d'installation	NON RESPECT de l'article L.1331-1-1 du Code de la Santé Publique <ul style="list-style-type: none"> * mise en demeure de réaliser une installation conforme * travaux à réaliser dans les meilleurs délais 		
☐ Défaut de sécurité sanitaire (contact direct, transmission de maladies par vecteurs, nuisances olfactives récurrentes) ☐ Défaut de structure ou de fermeture des ouvrages constituant l'installation ☐ Implantation à moins de 35 m en amont hydraulique d'un puits privé déclaré et utilisé pour l'alimentation en eau potable d'un bâtiment ne pouvant pas être raccordé au réseau public de distribution	Installation non conforme <ul style="list-style-type: none"> ➤ Danger pour la santé des personnes Article 4 – cas a) * Travaux obligatoires sous 4 ans * Travaux dans un délai de 1 an si vente 		
☐ Installation incomplète ☐ Installation significativement sous-dimensionnée ☐ Installation présentant des dysfonctionnements majeurs	Installation non conforme Article 4 – cas c) <ul style="list-style-type: none"> * Travaux dans un délai de 1 an si vente 	Installation non conforme ➤ Danger pour la santé des personnes Article 4 – cas a) <ul style="list-style-type: none"> * Travaux obligatoires sous 4 ans * Travaux dans un délai de 1 an si vente 	Installation non conforme ➤ Risque environnemental avéré Article 4 – cas b) <ul style="list-style-type: none"> * Travaux obligatoires sous 4 ans * Travaux dans un délai de 1 an si vente
☐ Installation présentant des défauts d'entretien ou une usure de l'un de ses éléments constitutifs	<ul style="list-style-type: none"> * Liste de recommandations pour améliorer le fonctionnement de l'installation 		

La Charte pour un Assainissement Non Collectif (ANC) de qualité

Par délibération n° 133/08 du 10 décembre 2008, la Communauté de communes du Pays de Chantonay a adhéré à la Charte pour un Assainissement Non Collectif de qualité, mis en place à l'initiative de la CNATP (Chambre Nationale de l'Artisanat des Travaux Publics et du paysage), du Conseil Général de la Vendée et de l'Agence de l'Eau.

Cette charte a pour objectifs :

- De contribuer à la préservation de l'environnement par un assainissement non collectif (ANC) de qualité ;
- D'améliorer et d'harmoniser le savoir-faire des acteurs de la filière,
- D'instaurer la confiance des particuliers vis-à-vis de ce type d'assainissement en leur permettant d'identifier des acteurs compétents : bureaux d'études, entreprises de travaux, vidangeurs et SPANC.

La charte demande à l'ensemble des acteurs concernés de s'engager sur les points suivants :

- Respecter la réglementation en vigueur ;
- Assurer la promotion de la charte ;
- Respecter les décisions du comité de pilotage de la charte défini dans le règlement de la charte ;
- Aller dans le sens d'une harmonisation des méthodes de travail dans le département, sur la base des outils proposés dans le cadre de la charte ;
- Assumer pleinement ses responsabilités dans son domaine de compétence ;
- Transmettre au comité de pilotage toute difficulté dans la mise en œuvre ou l'application de la charte.

Des listes des acteurs engagés sont régulièrement mises à jour afin de pouvoir répondre aux demandes des particuliers et de leur assurer une information efficace.

Des rencontres entre les acteurs sont également proposées dans le but de répondre aux objectifs de la charte en termes de qualité de service, de respect de la réglementation.